



ABANDON DU PROJET DE LOI SARKOZY-VILLEPIN

ACCES AUX DROITS SOCIAUX ! NON A LA PENALISATION DE LA PRECARITE !

Le projet de loi dit de prévention de la délinquance que prépare de VILLEPIN avec le gouvernement s'inscrit dans la droite ligne du projet de SARKOZY du printemps dernier.

Malgré l'immersion du projet dans les bureaux des ministères les discours de VILLEPIN et de CHIRAC récemment à NIMES attestent que la même logique politique est à l'œuvre.

Stigmatisation de certains quartiers ou de certaines populations notamment les jeunes comme potentiellement délinquants.

Approche sécuritaire des problèmes sociaux : tolérance zéro, vidéosurveillance des lieux publics généralisée, mise en place de correspondant-police dans les écoles, fichages, centres de loisirs policiers, remplissent les discours du ministre de l'intérieur.

Surveiller, contrôler, contraindre, contenir, tels sont les objectifs politiques poursuivis par la droite avec ce projet.

Traitement pénal de la "fracture" sociale

Cela passe par une remise en cause complète du travail social et des missions des travailleurs sociaux de l'éducation, de la santé, et de l'animation.

Il s'agit de passer de la prévention à la dissuasion et au renseignement.

Il s'agit de transformer les salariés de ces secteurs en collaborateurs de la police, le tout sous la houlette du maire chargé de piloter ce dispositif et transformé peu ou prou en shérif local.

Cela implique enfin une atteinte à la vie privée des citoyens avec centralisation d'informations auprès d'un coordonnateur en lien avec la police.

"Agir pour la prévention c'est amener les forces de sécurité et les travailleurs sociaux à collaborer plus" J CHIRAC à NIMES le 8 novembre 2004.

Au même moment des milliers de familles se retrouvent sans logement, les aides et les moyens d'exercer la prévention et l'action sociale au quotidien se réduisent massivement, et l'état avec la décentralisation se désengage.

Il s'agit là d'une attaque sans précédent contre les droits des populations les plus fragiles.

Cette politique sécuritaire liberticide accompagne le libéralisme économique.

Depuis plus de 20 ans les politiques suivies se sont adaptées aux exigences des marchés financiers. Depuis deux ans les gouvernements RAFFARIN aux ordres du MEDEF du baron SEILLIERES organisent la démolition sociale, la précarisation

et l'insécurité sociale. (réforme des retraites, de l'ASS, les intermittents, le RMA...).

Ils veulent détruire la sécurité sociale solidaire, casser le code du travail, démanteler et privatiser les services publics (EDF, Hôpitaux, POSTE, SNCF...)

Au fil des plans qu'ils appellent "sociaux", cette logique économique produit de manière industrielle du chômage, de la précarité, de l'exclusion et de la misère.

Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes et la répartition des richesses produites se fait toujours plus au profit des actionnaires et des banques.

Pour maintenir leur système, et essayer d'empêcher la contestation, les possédants n'ont pour réponses que :

- Criminaliser l'action revendicative comme on l'a vu avec les poursuites contre de nombreux militants syndicaux.

- Criminaliser la misère en rendant les "exclus" responsables individuellement de leurs situations.

- Faire pression sur les professionnels de la prévention, en instaurant un délit de solidarité contenu implicitement dans la loi Sarkozy sur l'immigration,

Nos vies valent plus que leurs profits, Résistance face à ce gouvernement illégitime

RAFFARIN continue ses contre-réformes libérales s'attaque aux 35 heures et BOORLO assouplit encore plus les procédures de licenciement au nom de la cohésion sociale !!!

Pour faire échec à ses projets c'est le rapport de force social, qui le fera reculer.

Pour obtenir le retrait définitif de l'avant-projet de loi SARKOZY-VILLEPIN, c'est la mobilisation, massive, unitaire, comme le 17 mars dernier, qu'il faut développer, c'est l'information qu'il faut continuer à faire passer auprès des professionnels et de la population.

Exigeons de réels moyens pour développer les services publics de prévention, d'éducation, de santé, d'animation, culturels, pour permettre à toutes et tous l'accès aux droits sociaux, et redonner leur dignité aux personnes touchées par la précarité.

Avec les collectifs unitaires, et le soutien des syndicats et des associations, continuons de nous mobiliser, de nous organiser, d'alerter la population.

Tous ensemble contribuons à la convergence des luttes avec les autres secteurs menacés.

C'est dans ce sens que les militantes et militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire agissent et continueront d'agir.

Le 14 décembre 2004

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :